

Agrandissement du port: le maire Labeaume se contredit



La volonté du maire Labeaume d'agrandir le port de Québec va à l'encontre de la tendance en urbanisme de libérer le bord de l'eau.
(Photo : Pascal Rathé)

Le maire Régis Labeaume a dit récemment dans le cadre de l'agrandissement du port de Québec et du budget fédéral qu'il ne faisait pas de cas de l'évaluation environnementale menée par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale : «L'évaluation environnementale, c'est fait pour dire comment on va le faire, pas on le fait ou pas. Dans ma tête, c'est clair : on le fait.»

Ce n'est point rassurant, même très inquiétant pour les citoyens de Beauport-Limoilou qui investissent temps et argent pour y participer. Et qui osent croire à la mise en valeur du fleuve et à sa conservation. Notre maire préfère plutôt miser sur des activités industrielles de vrac qui polluent le Saint-Laurent, Limoilou et son Vieux-Québec avec des poussières indésirables. En plus, il nous a dit un jour que «*la tendance en urbanisme depuis des années, c'est de libérer le bord de l'eau. [...] que les maires de grandes villes comme Toronto, Chicago et Bordeaux ont libéré le bord de l'eau, ont convaincu les industries d'aller s'établir ailleurs, parce qu'un bord de l'eau libéré, ça décuple l'attraction d'une ville.*». C'est ce qu'on appelle parler des deux côtés de la bouche.

Par ailleurs, le gouvernement libéral de Justin Trudeau nous a promis qu'il ferait tout pour regagner la confiance du public dans des évaluations environnementales crédibles. Il y a là, à Québec, une belle occasion d'en faire la démonstration avec l'agrandissement du Port de Québec.

Pendant ce temps, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement démarre des audiences publiques sur le projet transcanadien de pipeline d'Énergie Est. Sommes-nous en train là aussi de gaspiller temps et argent dans des études «bidon» alors que tout est décidé d'avance?

Qui dit vrai? Difficile de croire tous ces beaux discours politiques. Possiblement, encore un autre chapitre pour faire perdre de la crédibilité à nos institutions. Qui vivra verra, mais gardons espoir, ayons la foi en ces temps de Pâques.

Daniel Guay, Québec